

**Avenir des retraites :  
régression sociale  
dans le public comme dans le privé**

Après les annonces concernant les fonctionnaires, celles pour le secteur privé confirment que le gouvernement est engagé dans une logique de profonde régression sociale.

Non seulement, le gouvernement refuse de stopper l'importante dégradation programmée des retraites des salariés du secteur privé, induite par les mesures Balladur, mais il veut encore aggraver la situation. Le passage à 40 annuités pour le secteur public ne fait que précéder une nouvelle augmentation de la durée de cotisation pour tous les salariés du privé comme du public. Pire, le projet gouvernemental prévoit un mécanisme d'augmentation de la durée de cotisation parallèlement à l'augmentation de l'espérance de vie.

Ainsi les salariés n'auraient le choix qu'entre travailler toujours plus longtemps ou partir à la retraite avec une pension de plus en plus basse. Le rapport du Conseil d'orientation des retraites indique qu'en l'absence de nouveaux financements pour les retraites, les salariés n'auraient le choix, à l'horizon 2040, qu'entre travailler 9 ans de plus ou de subir une baisse de 40 % du niveau relatif de leur pension. Il est d'ailleurs probable que cette dernière solution soit la seule possible au vu des politiques des entreprises. Rappelons qu'aujourd'hui les 2/3 des salariés du privé sont hors emplois au moment de faire valoir leur droit à la retraite.

Alors que la société française produira, dans l'avenir, de plus en plus de richesses, de tels projets sont inacceptables. Il faut maintenant réagir sans attendre. Il faut préparer un mouvement généralisé et durable qui permette de faire reculer le gouvernement et d'imposer les mesures nécessaires pour assurer l'avenir de nos retraites. L'Union syndicale G10 Solidaires appelle à mettre en débat l'idée d'un mouvement de grève reconductible qui permette de gagner face au gouvernement.

Le 18 avril 2003